



Londres, ville globale d'hier à aujourd'hui

Thomas Lacroix

► To cite this version:

Thomas Lacroix. Londres, ville globale d'hier à aujourd'hui. Hommes & migrations, 2019, Londres et ses migrations, 1326, pp.8-16. 10.4000/hommesmigrations.9562 . halshs-02283830

HAL Id: halshs-02283830

<https://shs.hal.science/halshs-02283830>

Submitted on 16 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LONDRES, VILLE GLOBALE D'HIER À AUJOURD'HUI

Thomas Lacroix

Musée de l'histoire de l'immigration | « Hommes & Migrations »

2019/3 n° 1326 | pages 8 à 16

ISSN 1142-852X

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-hommes-et-migrations-2019-3-page-8.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Musée de l'histoire de l'immigration.

© Musée de l'histoire de l'immigration. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Londres, ville globale d'hier à aujourd'hui

Thomas Lacroix



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/9562>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.9562

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2019

Pagination : 8-16

ISBN : 978-2-919040-46-9

ISSN : 1142-852X

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

Référence électronique

Thomas Lacroix, « Londres, ville globale d'hier à aujourd'hui », *Hommes & migrations* [En ligne], 1326 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 25 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/9562> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.9562

Tous droits réservés

Londres, ville globale d'hier à aujourd'hui

Thomas Lacroix,

directeur de recherche, CNRS, Maison française d'Oxford.

Londres appartient à ces villes-mondes où se côtoient des populations issues de l'ensemble des pays du globe. La mosaïque de populations et de cultures qui cohabitent en son sein est le fruit d'une longue succession de migrations. Des Huguenots français exilés de la fin du XVII^e siècle aux migrants coloniaux originaires des pays du Commonwealth de l'après-guerre, jusqu'aux Irlandais, Polonais et autres migrants intra-européens des années 2000, la métropole londonienne cultive sa tradition d'accueil. À l'heure du Brexit s'ouvre une nouvelle page de son histoire migratoire.

L'église de Brick Lane, dans le quartier de Whitechapel, fut inaugurée en 1743 par des Huguenots français, exilés après la révocation de l'édit de Nantes. Elle est restée l'une des principales églises protestantes de Londres jusqu'au début du XIX^e siècle. À cette période, les descendants de Huguenots se déplacent vers l'Ouest, notamment vers les quartiers de Kensington (la petite France de Londres) et de Chelsea. Ils sont alors remplacés par les juifs d'Europe de l'Est chassés par les pogroms. L'église devient la « Grande Synagogue ». Mais leur ascension sociale et économique les pousse peu à peu vers les quartiers plus cossus du Nord de Londres au cours de la première moitié du XX^e siècle. Après la Seconde Guerre mondiale, les immigrants Bangladeshis la transforment en mosquée en 1976. Elle est encore en activité aujourd'hui. La mosquée de Brick Lane raconte presque trois siècles de migration à Londres. Inscrite à la fois dans un passé colonial et un présent

globalisé, la ville est l'un des principaux carrefours migratoires de l'Europe. Et ce, à tel point que l'idée de diversité ne suffisant plus, d'aucuns utilisent la notion de superdiversité¹ pour rendre compte de sa morphologie économique, sociale et culturelle.

Londres, ville d'exil

Il faudrait remonter à l'époque du Londinium romain pour rendre pleinement compte de son statut de ville d'accueil des migrants. Mais c'est avec l'arrivée de 50 000 à 80 000 Huguenots français entre 1681 et 1700 que s'ouvre la page moderne de son histoire migratoire. Londres devient dès lors une ville d'accueil des exilés fuyant les conflits religieux, puis les révolutions du XIX^e siècle : révolution française d'abord, puis les

1. Steven Vertovec, « Super-Diversity and Its Implications », in *Ethnic and Racial Studies*, vol. 30, n° 6, 2007, pp. 1024-1054.

révolutions de 1830 et 1848 en Europe centrale et méridionale. Au milieu du siècle, la ville compte des communautés importantes de Français, d'Italiens, d'Allemands, de Polonais et de Hongrois. Les Allemands constituent, à la fin du XIX^e siècle, la principale nationalité étrangère en Grande-Bretagne : 32 000 en 1871, 52 000 en 1911, dont la moitié à Londres. Le plus fameux d'entre eux est Karl Marx. Ils sont présents à tous les niveaux de l'échelle sociale de la ville, des cadres et employés de banque et de la finance (en partie des Juifs de Francfort), jusqu'aux ouvriers des docks et des raffineries de sucre de Whitechapel.

Un nouvel épisode de cette histoire de l'asile londonien est entamé avec la fuite des Juifs de l'Europe de l'Est, suscitée par les pogroms en Russie, en Pologne prusse, dans l'Empire austro-hongrois et en Roumanie. Ils sont près de 120 000 à trouver refuge en Grande-Bretagne au cours de cette période. À Londres, ils occupent le quartier de l'East End où résidait l'élite anglo-juive établie de longue date, ces derniers partant alors vers le West End pour se distinguer de cette population yiddishophone, pauvre et peu qualifiée². Cette présence juive va susciter une réaction de xénophobie telle que le gouvernement adoptera les premières mesures de restriction à l'immigration dans le pays : l'*Alien Act* de 1905, renforcé en 1914 par l'*Alien Restriction Act*.

À partir de 1933, la montée du nazisme puis la Seconde Guerre mondiale suscitent une nouvelle vague d'immigration juive : 55 000 Juifs allemands, tchèques et autrichiens trouvent refuge dans le pays entre 1933 et 1939. Pendant la guerre, Londres est la ville d'accueil de neuf gouvernements en exil : outre le comité national de libération du Général de Gaulle, on y trouve les gouvernements belge, polonais, tchèque, grec, néerlandais, luxembourgeois, norvégien et yougoslave. Autour de ces entités se reconstituent des communautés nationales en fuite. Ainsi, 120 000 Polonais, essentiellement des soldats, des fonctionnaires et des réfugiés, étaient présents dans le pays en 1940³. Le siège du gouvernement en exil, situé à Hammersmith, abrite aujourd'hui le grand centre culturel polonais de la ville.

Les années d'après-guerre sont celles d'une mondialisation progressive de l'horizon migratoire de la Grande-Bretagne. Après les conflits européens, ce sont les convulsions liées aux indépendances qui suscitent de nouvelles vagues de réfugiés. C'est en particulier le cas des « deux fois migrants » (*twice migrants*), ces Indiens résidant dans les colonies

d'Afrique centrale et expulsés par les nouveaux gouvernements. 150 000 personnes seraient ainsi arrivées d'Ouganda (1962), du Kenya (1963) et de Tanzanie (1961 et 1964). Cette globalisation des flux de réfugiés prend une dimension nouvelle à partir du début des années 2000, période où les demandes d'asile atteignent un pic avec 84 000 en 2002, essentiellement en provenance d'Irak, d'Afghanistan, du Zimbabwe, de Somalie et du Sri Lanka. À cette époque, la ville attire également au-delà du bassin des pays anglophone du « nouveau Commonwealth », avec notamment l'arrivée d'Algériens fuyant la guerre civile et ne pouvant trouver refuge en France.

Après 2002, une réforme du système d'asile restreint fortement les possibilités de dépôt d'une demande. Le nombre de demandeurs d'asile chute tandis que le nombre de personnes en situation irrégulière augmente. Les effets des restrictions se font sentir jusqu'en France où la population de réfugiés en attente de traverser la Manche augmente dans la région de Calais. En 2011, 27 000 migrants sans titre de séjour valide ont été placés en rétention. Sur les dix centres créés à cette fin, six se trouvent à Londres ou dans les aéroports de sa périphérie.

Londres et l'immigration coloniale

Le paysage ethnique et culturel de Londres est marqué par son statut de capitale d'un Empire « où le soleil ne se couche jamais ». Les premiers contingents d'esclaves noirs en provenance d'Afrique et des Amériques sont relevés dès le XVI^e siècle. Leur population se diversifie et augmente à la suite de la guerre des sept ans en 1763 et, surtout, de la guerre d'indépendance américaine en 1763 qui génère des flux de retour de soldats loyalistes (y compris des recrues noires). Il y aurait 5 000 à 10 000 personnes noires à Londres à la fin du XVIII^e siècles. Leur nombre continuera à croître au cours du XIX^e siècle. La ville accueille la première conférence panafricaine en 1901. À la même période, le trafic commercial avec les colonies suscite l'installation de personnes issues d'Asie et du sous-continent indien dans les grands ports : les lascars, marins employés sur les navires

2. Ben Gidley, « Diasporic Memory and the Call to Identity : Yiddish Migrants in Early Twentieth Century East London », in *Journal of Intercultural Studies*, vol. 34, n° 6, 2013, pp. 650-664.

3. Keith Sword, *Identity in Flux : The Polish Community in Britain*, Londres, University of London, The Slavonic and East European Studies, 1996.

marchands, sont présents dans les zones portuaires tandis que les domestiques (ayahs) vivent dans les centres-villes, auprès de familles anglo-indiennes. Mais, avant la Première Guerre mondiale, la première population coloniale à Londres est, de très loin, celle des Irlandais. Leur nombre augmente très fortement lors de la Grande Famine de 1846-1849 pour atteindre 109 000 en 1851. Ils sont attirés par la demande de main-d'œuvre suscitée par la construction des réseaux de canaux fluviaux, puis du chemin de fer. À Londres, ils sont vendeurs de rue, travailleurs dans le bâtiment ou porteurs. Leur présence est visible partout dans la ville, avec une concentration à St Giles et Whitechapel, ou encore Saffron Hill.

Les deux guerres mondiales constituent un tournant dans l'histoire migratoire du pays. L'indépendance de l'Irlande en 1922 ne mettra pas immédiatement fin à l'immigration irlandaise. La libre circulation entre les deux pays est garantie par le traité d'indépendance et ne sera abolie qu'en 2009, au nom de la lutte contre l'immigration clandestine. La Première Guerre mondiale inaugure un mouvement de substitution lors duquel cette immigration irlandaise sera progressivement remplacée par des flux en provenance des colonies caribéennes, sud-asiatiques et africaines. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Inde obtient son indépendance en 1947. Le *British National Act* (1948) garantit à toute ex-colonie membre du Commonwealth la liberté de circulation vers la Grande-Bretagne. De même, tout ressortissant issu de ces mêmes États obtient, lorsqu'il s'installe dans le pays, des droits de citoyenneté équivalents à tout citoyen britannique (y compris le droit de vote). L'année 1948 voit également l'arrivée du paquebot *Empire Windrush*, avec à son bord 492 travailleurs jamaïcains. Le *Windrush* signe, dans l'imaginaire collectif anglais, le début de cette vague d'immigration en provenance de l'Empire. Au début des années 1960, on compte dans le pays un demi-million de personnes issues du Nouveau Commonwealth, dont 280 000 des Caraïbes, 155 000 d'Asie du Sud (Pakistan, Inde, Bangladesh). À ceux-là, il faut ajouter 45 000 Chinois.

En 1958, Londres est le théâtre d'émeutes entre populations noires et blanches. Les émeutes de Notting Hill vont provoquer un renversement dans la politique migratoire du pays. En 1962 sont adoptées les premières mesures restreignant l'immigration du Commonwealth (le *Commonwealth Immigrants Act*). Dans le même temps, le parlement adopte le *Race Relation Act* (1965) qui jette les bases de la politique



multiculturelle britannique et place la lutte contre les discriminations au cœur du dispositif. En dépit de ces mesures, les tensions demeurent dans la population. En 1968, dans le contexte de l'arrivée des « deux fois migrants » d'Afrique centrale, Enoch Powell prononce le discours dit des « rivières de sang » (*Rivers of Blood*). Ce discours est essentiellement composé d'extraits de lettres envoyées par ses administrés et exposant le sentiment xénophobe suscité par la présence immigrée. En 1971, l'*Immigration Act* découple les droits d'entrée et de séjour des ressortissants du Commonwealth de celui des Britanniques et de leurs descendants partis vivre à l'étranger (essentiellement dans les pays de l'ancien Commonwealth : Canada, Nouvelle-Zélande, Australie). Ce découplage sera progressivement renforcé jusqu'au début des années 1980, avant que le régime de circulation et de citoyenneté des immigrés des anciennes colonies du Sud ne soit aligné sur le régime général des étrangers.

Cette période est également celle du développement du mouvement des droits sociaux britannique, mouvement au sein duquel les organisations d'immigrés caribéens et indiens ont joué un rôle moteur, à l'image de l'*Indian Workers Association* ou encore de

4. Thomas Lacroix, « Periodizing Indian Organizational Transnationalism in the United Kingdom », in Roger Waldinger, Nancy Green, *A Century of Transnationalism. Immigrants and Their Homeland Connections*, Champaign, University of Illinois Press, 2016, pp. 209-235.

la *Coalition Against Racism and Discrimination*⁴. L'article de David Bousquet dans ce même numéro nous renvoie à cette période de militantisme à la fois culturel et politique.

Londres, métropole européenne

La ville n'a pas attendu l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne (CEE) pour être un carrefour où se croisent différentes populations du continent. Toutefois, même si le pays n'a pas signé l'accord de Schengen régulant la libre circulation dans la zone, son inscription dans l'ensemble européen a considérablement transformé le contexte légal et géographique des migrations britanniques. En 1994 est inauguré le tunnel sous la Manche, un projet de portée symbolique tout aussi important que la mise en œuvre de la zone Schengen l'année suivante. Le dynamisme économique de la fin des années 1990, doublé de l'attractivité des universités britanniques, attirent à Londres et dans le reste du pays des Européens de toute l'Union. Ce glissement de l'immigration coloniale et postcoloniale vers l'immigration européenne est renforcé par un alignement de la législation sur les orientations de la politique migratoire européenne sous Tony Blair. Les lois se sont succédées entre 1996 et 2007 pour composer une politique sélective, destinée à filtrer les immigrants en fonction de leurs compétences et de leurs

diplômes. En conséquence, les Européens de l'Est, qui ne sont pas soumis à ce régime sélectif en raison de leur nationalité européenne, sont venus remplacer les flux de main-d'œuvre non qualifiée qui venaient traditionnellement des anciens pays du Commonwealth.

En 2004, puis en 2007, l'élargissement de l'Union aux pays de l'Europe de l'Est étend le bassin d'origine de l'immigration. La Grande-Bretagne est, avec l'Irlande et la Norvège, l'un des trois pays qui n'imposent pas aux nouveaux entrants une période de transition pour la mise en œuvre effective de la liberté de circulation. Les Polonais en sont les principaux bénéficiaires. La Grande-Bretagne est un pays de destination important pour eux depuis la Seconde Guerre mondiale. De nombreux réfugiés politiques y ont trouvé asile jusque dans les années 1980. La nouvelle vague migratoire est de nature et d'ampleur tout à fait différente puisqu'il s'agit d'une immigration de travail temporaire.

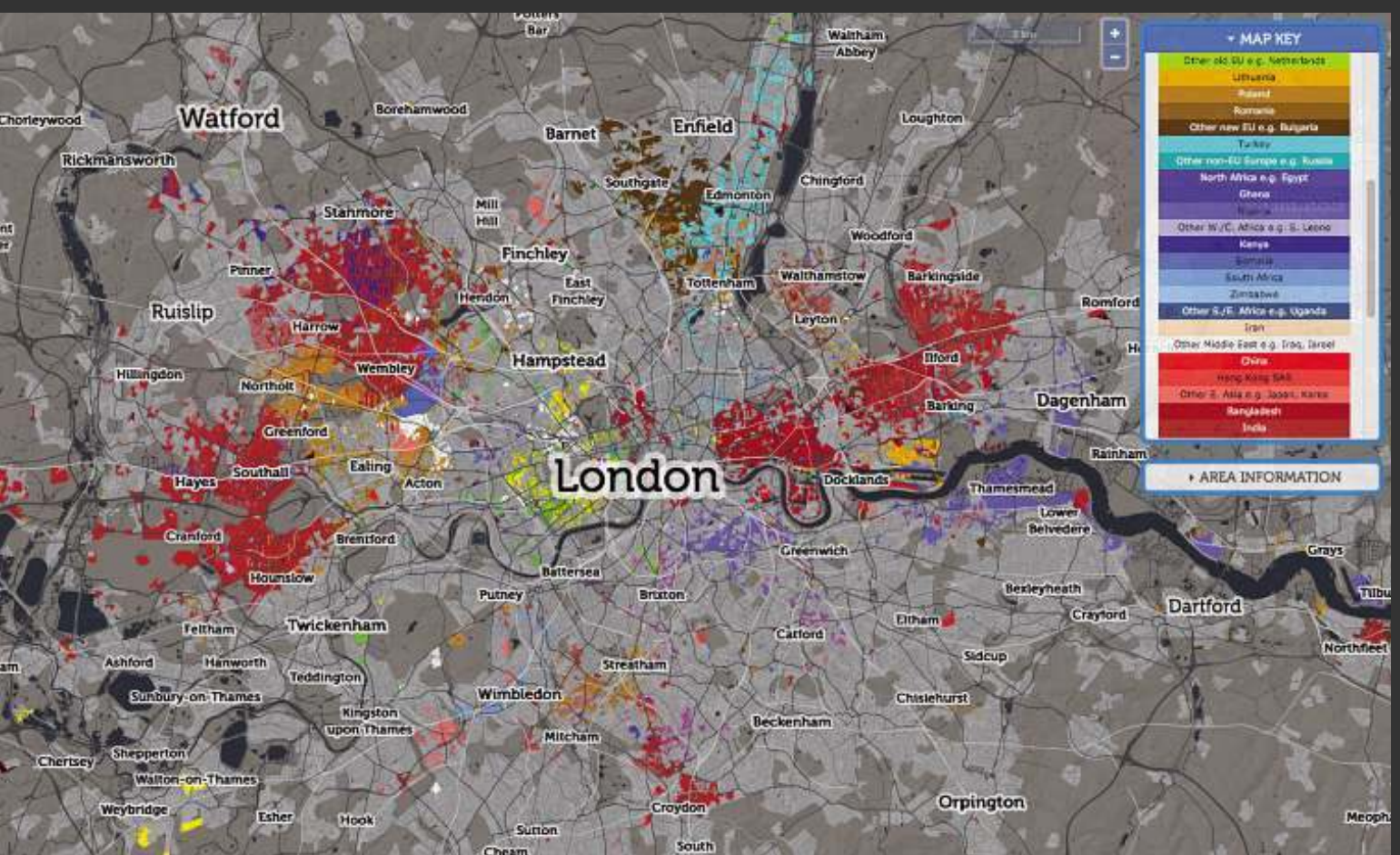


► Tableau : répartition géographique de la population du Royaume Uni en 2017

		Né au RU	Né à l'étranger	Né dans l'UE	Né dans un pays tiers	Total
Royaume Uni	Royaume Uni	55 777 000	9 383 000	3 705 000	5 677 000	65 160 000
	Angleterre	46 342 000	8 575 000	3 286 000	5 289 000	54 917 000
	Ecosse	4 834 000	477 000	239 000	238 000	5 311 000
	Pays de Galles	2 887 000	193 000	90 000	103 000	3 080 000
	Irlande du Nord	1 714 000	138 000	90 000	47 000	1 852 000
	Total	55 777 000	9 383 000			65 160 000
Angleterre	Londres	5 529 000	3 354 000	1 066 000	2 288 000	8 883 000
	Sud Ouest	4 934 000	513 000	243 000	270 000	5 447 000
	Sud Est	7 736 000	1 211 000	509 000	702 000	8 947 000
	West Midlands	4 965 000	784 000	292 000	492 000	5 749 000
	East Midlands	4 072 000	599 000	273 000	326 000	4 671 000
	Yorkshire et Humber	4 839 000	535 000	236 000	299 000	5 374 000
	Nord Ouest	6 456 000	677 000	276 000	401 000	7 133 000
	Nord Est	2 450 000	161 000	60 000	101 000	2 611 000
	Est	5 361 000	741 000	331 000	410 000	6 102 000
	Total	46 342 000	8 575 000			54 917 000

Lecture : sur les 65 millions de personnes vivant au RU en 2017, 55 millions sont nées au RU. Sur les 54 millions de personnes vivant en Angleterre, 46 millions sont nées au RU.

Source : Annual Population Survey, 2017, Migration Observatory.



► Carte multiculturelle de Londres : Les aires d'implantation des habitants de Londres selon leurs pays de naissance.
Source : Consumer Data Research Center⁵.

La fluidité de cette immigration rend toute évaluation quantitative hasardeuse, mais on estime qu'environ 2 millions de Polonais seraient passés dans le pays entre 2004 et 2009. Ils étaient 922 000 à vivre sur le sol britannique en 2017, constituant de loin la première nationalité d'origine (pays de naissance), suivis des Roumains et des Irlandais (390 000). Sur le plan géographique, les Européens sont bien mieux répartis sur l'ensemble du territoire que les immigrants du Commonwealth. 30 % des Européens sont établis à Londres, contre 40 % pour les non-Européens.

Cette diffusion plus large est partiellement liée à l'essor des secteurs agricoles anglais employant de la main-d'œuvre européenne saisonnière. Mais elle s'explique surtout par leur présence dans le secteur des services, dont la géographie économique se déploie sur l'ensemble du territoire. De façon

générale, la distribution, l'hôtellerie et la restauration sont les premiers secteurs d'emploi pour les travailleurs non qualifiés, tandis que le secteur bancaire, la finance, l'éducation et la santé sont les principaux employeurs de diplômés.

La mosaïque londonienne

La métropole fait aujourd'hui figure de mosaïque où se côtoient des populations issues de l'ensemble des pays du globe. La carte du *Consumer Data Research Centre* retranscrit cette diversité. On identifie clairement des aires d'implantation des différentes nationalités produites par l'histoire migratoire de la ville.

5. Url : <https://maps.cdrc.ac.uk/#/metrics/countryofbirth/default>. Recensement de 2011, consulté le 12/06/19.

L'Est de Londres, aujourd'hui habité par les immigrants de l'Asie du Sud (Bangladeshis à Tower Hamlet, Indiens et Pakistanais à Newham ou Redbridge), est une des portes d'entrées « historiques » des immigrés dans la ville : la proximité des docks en a fait un lieu d'implantation de diverses industries. Le Sud abrite des Nigériens (Southwark, Greenwich) et des Caribéens (Brixton). L'Ouest regroupe une multitude de populations différentes : Indiens punjabis à Southall et Wembley, Polonais à Ealing, Somaliens et Irlandais à Brent, Sri Lankais à Harrow, etc. Quant au Nord, on y trouve des concentrations de Turcs et d'Européens de l'Est (Enfield). Enfin, dans le centre de la ville sont surtout présents des populations issues d'Europe de l'Ouest (Français, Italiens et Néerlandais à Kensington et Chelsea), des États-Unis (Marylebone) ou d'Australie (Southwark). Le centre accueille également le quartier chinois de Westminster. Il faut bien entendu nuancer cette segmentation. La ville n'atteint pas les mêmes taux de ségrégation que les villes américaines. Même si 34 % de la population londonienne est née à l'étranger (50 % à Westminster, Newham ou Brent), un même groupe dépasse rarement les 15 % de la population totale du quartier et les taux d'implantation dépassant les 30 % (par exemple les Indiens dans certains secteurs de Ealing) sont exceptionnels. À titre d'exemple, le quartier chinois, en plein cœur de Londres, dont la multitude de restaurants et boutiques attire des millions de touristes chaque année, n'est en fait composé que de 9 % de personnes nées en Chine.

Le multiculturalisme a pu être lu comme l'un des facteurs expliquant le vote en faveur du Brexit. Il y a sans doute une part de vérité dans cette assertion pour les régions autres que Londres. La petite ville de Boston, dans le Lancashire, qui présente le plus fort taux de vote en faveur de la sortie de l'Union lors du référendum de 2016, a connu une très forte croissance de la population immigrée, celle-ci passant de 3 à 15 % de la population totale entre 2001 et 2011. La multiplication des boutiques tenues par des immigrants originaires d'Europe de l'Est, la généralisation des langues slaves entendues dans l'espace public, l'augmentation du trafic routier et autres inconvénients générés par la hausse de l'activité de la ville ont été cités par les habitants comme justifiant leur vote. Au lendemain du référendum, une grande fête a été organisée dans les rues de Boston. Par contraste, la ville de Londres, qui a connu la plus forte augmentation de sa population immigrée en volume (mais

pas en proportion), a largement voté contre le retrait. Londres est riche de sa tradition d'accueil. Et, s'il ne faut pas minimiser les tensions que cette cohabitation peut générer, la ville reste une puissante matrice d'agrégation de populations issues du monde entier. Elle s'appuie en particulier sur une mémoire des migrations pluriséculaire. Une étude comparative réalisée sur deux quartiers ouvriers, Kilburn et Downham⁶, l'illustre. Le premier, situé entre Camden et Brent, est habité par un mélange de populations caribéennes et irlandaises depuis les années 1950, mais aussi, plus récemment, africaines (Marocains, Somaliens) ou est-européennes. Downham est un quartier périphérique situé dans le *borough* de Lewisham. Son essor démographique est plus récent, attirant d'abord des Londoniens venant trouver des logements plus abordables entre les années 1920 et 1960. Ses caractéristiques socio-économiques sont semblables à celles de Kilburn, mais ce quartier a connu une immigration étrangère beaucoup plus récente, à partir du début des années 2000 : principalement des réfugiés albanais et tamouls. Les tensions interraciales y sont beaucoup plus vives et ont suscité plusieurs plans d'intervention publique. Cette étude montre que les populations résidant dans les anciens quartiers d'immigration sont plus enclines à accepter les nouveaux immigrés. Il y a donc bien un effet « ville d'immigration » qui façonne le rapport aux étrangers. La mémoire des migrations passées permet de donner un sens aux immigrations présentes.

Après le Brexit, un destin global de Londres ?

Le référendum de 2016 a fait entrer le pays dans une nouvelle phase de son histoire migratoire. À la suite du référendum, les flux en provenance d'Europe (en particulier de l'Est) ont commencé à décroître. En 2018, l'immigration en provenance des nouveaux États membres de l'Union européenne a atteint son plus bas niveau depuis 2004 (35 000 titres accordés). Cette tendance s'observe pour l'ensemble des immigrants européens : le nombre de numéros de sécurité sociale attribués à des étrangers a chuté de 626 000 à 419 000 entre 2016 et 2019. Ce que disent les chiffres s'observe

6. Mary J. Hickman, « Past Migrations, Contemporary Representations and Complex Multicultures in London », in J. Olaf Kleist, Irial Glynn (dir.), *History, Memory and Migration. Perceptions of the Past and the Politics of Incorporation*, Basingstoke/New York, Palgrave MacMillan, 2012, pp. 138-153.

également par de multiples signes dans la vie quotidienne des Européens : le lycée français de Londres a dû augmenter ses frais d'inscriptions en 2019 pour compenser la chute des inscriptions. Les retours d'expatriés ne sont plus compensés par l'arrivée de nouveaux continentaux. Les résultats du référendum en eux-mêmes n'en sont pas l'élément déclencheur. Les flux en provenance d'Europe de l'Est avaient atteint un plateau depuis la crise économique en 2010. Le référendum a toutefois entraîné une chute de la livre sterling par rapport à l'euro, rendant de fait moins rentable un séjour en Grande-Bretagne. De surcroît, le référendum a eu un effet psychologique indéniable sur des ressortissants européens vivant parfois depuis plusieurs décennies sur le sol britannique. Il a été vécu comme l'expression d'un rejet. Le sentiment d'être « étranger » est accru par la perspective d'avoir à entamer des démarches pour demander un titre de résidence (ou la nationalité britannique), une situation inédite dans les foyers européens. Cette dimension psychologique a accéléré les décisions de départ, poussant certains à chercher

du travail sur le continent, incitant d'autres à refuser de reconduire leur contrat. Cette tendance est appelée à se renforcer dans les années à venir avec l'alignement des frais d'inscription des étudiants européens dans les universités britanniques sur les tarifs des étudiants internationaux. Leur augmentation, de 9 000 à plus de 20 000 livres sterling, à laquelle il faut ajouter la fin du programme Erasmus, aura des effets dissuasifs qui se font sentir avant même leur mise en œuvre.

Pour autant, l'immigration nette vers la Grande-Bretagne (la différence enregistrée entre les départs et les nouvelles arrivées) s'est maintenue à 250 000 personnes. Cette diminution européenne est compensée par une immigration de personnes en provenance de pays tiers, moins touchée par le Brexit et ses conséquences monétaires ou psychologiques. En conséquence, on observe une diversification des pays de provenance. Cette globalisation de l'immigration n'est pas nouvelle, mais elle pourrait bien constituer la marque de cette nouvelle page de l'histoire migratoire du pays. Les articles de ce dossier

rendent compte de ces évolutions, traçant les perspectives de ce que pourrait être Londres dans les années à venir. Les articles de Catherine Wihtol de Wenden sur les flux migratoires, de Zovanga Kone et Carlos Vargas Silva sur la main-d'œuvre étrangère sur le marché du travail proposent une photographie de la Grande-Bretagne au seuil de sa sortie de l'Union. Ces deux articles posent à eux deux les principaux enjeux économiques du Brexit. Avec un taux de chômage de 5 % et un taux d'emploi (proportion de la population en âge de travailler occupant un emploi) de 80 %, le marché du travail britannique est déjà en tension. Or l'Union européenne a été le principal pourvoyeur de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée du pays. La victoire du non au référendum de 2016 a largement été portée par des arguments anti-immigration. La baisse des salaires et des possibilités d'emploi provoquée par l'immigration de l'Est, l'incapacité de l'Union européenne à maintenir des frontières fermées dans un contexte de crise des réfugiés, la perspective de l'entrée de la Turquie dans l'Union et ses conséquences imaginaires sur l'immigration, sont autant d'arguments plus ou moins fallacieux qui ont été agités par le camp pro Brexit. Cette volonté de retirer le pays du système migratoire européen doit trouver une traduction législative dans la nouvelle politique du pays. Un livre blanc, publié en décembre 2018 par le gouvernement, en trace les principales orientations. L'objectif affirmé est de restreindre encore davantage l'immigration non qualifiée (ou du moins de la rendre temporaire) et de libéraliser la venue de personnes diplômées. Un visa de travail d'un an sera créé pour les personnes peu qualifiées et le programme de mobilité des jeunes est étendu (voir la contribution d'Erica Consterdine et Michael Collyer dans ce dossier). Les réformes récentes de la politique d'immigration avaient surtout affecté les conditions de séjour des immigrants. Ainsi, la politique dite de « l'environnement hostile » (2012-2016) visait à systématiser les vérifications de la régularité du séjour des personnes, notamment en obligeant les services sociaux, employeurs, bailleurs, universités, etc. à demander leur titre de séjour aux migrants au moment de leur embauche/inscription/accès au logement, aux services de santé, etc⁷. La nouvelle politique réforme, quant à elle, les titres d'entrée dans un sens plus restrictif pour les personnes peu ou pas qualifiées, et plus ouverts pour les diplômés. Reste à savoir si cette future loi aura de réels effets sur la composition des flux: les objectifs de réduction de l'immigration nette affichés par la

précédente réforme n'ont jamais été atteints. Les ambitions sécuritaires pourraient bien buter contre la réalité d'une économie profondément dépendante des apports de main-d'œuvre internationale. Les secteurs qui emploient de la main-d'œuvre européenne (agriculture, santé, restauration, université...) seront les premiers touchés par la réforme.

Dans le même temps, le Brexit a été soutenu par la promesse d'une ouverture sur le monde. Un retour vers l'espace mondial anglo-saxon est censé compenser ce désancrage européen. Les partisans du Brexit sont parfois allés jusqu'à prétendre, pour séduire les électeurs issus des anciennes communautés immigrées, que quitter l'Union allait permettre de relancer l'immigration en provenance des anciens pays du Commonwealth. Malgré toute la teneur démagogique que ce type de fantasme postcolonial peut contenir, il est certain que l'immigration est déjà en train de changer. La part des étudiants asiatiques est en constante augmentation. Londres reste une ville d'asile, mais pour des réfugiés en provenance de nouveaux horizons (comme l'atteste, par exemple, l'article de Claire Beaugrand sur les exilés bahreïnais). De même, les jeunes Australiens, comme les autres jeunes issus de l'ancien Commonwealth, contribueront à enrichir le cosmopolitisme londonien (voir l'article d'Erica Consterdine et Michael Collyer). La gestion de cette mosaïque internationale est un autre des enjeux auxquels sont confrontées les autorités britanniques. Comme le montre Jacqueline Broadhead dans ce numéro, le multiculturalisme anglais est peu à peu remplacé par une approche plus assimilationniste, visant à conforter la cohésion sociale par une responsabilisation des individus immigrés. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir comment transformer ce cosmopolitisme en gain économique. Comment intégrer la diversité culturelle dans la machine capitaliste de Londres? Or le modèle politique ébauché par le livre blanc vise à produire un système à deux vitesses: un régime ouvert et offrant une certaine sécurité pour les diplômés, un régime de précarité à la fois temporelle et juridique pour les autres. Dans ces conditions, comment construire une cohésion sociale avec une telle disparité de statuts? C'est bien une tension entre intérêt économique et garantie des équilibres sociaux qui au cœur des enjeux de demain. ■

7. Lucinda Hiam, Sarah Steele, Martin McKee, « Creating a "Hostile Environment for Migrants": The British Government's Use of Health Service Data to Restrict Immigration is a Very Bad Idea », in *Health Economics, Policy and Law*, vol. 13, n° 2, 2018, pp. 107-117.